

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : **26298C**
Inscrit le 5 novembre 2009

Audience publique du 9 mars 2010

**Appel formé par
Monsieur ..., ...
contre un jugement du tribunal administratif du 30 septembre 2009
(n° 25230 du rôle) rendu suite à son recours dirigé contre une décision du
ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
en matière d'autorisation d'établissement**

Vu l'acte d'appel, inscrit sous le numéro 26298C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 5 novembre 2009 par Maître Cathy ARENDT, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à ..., dirigé contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 30 septembre 2009, par lequel ledit tribunal a déclaré non fondé le recours en annulation introduit par Monsieur ... contre une décision confirmative du ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement du 30 septembre 2008, confirmant une décision dudit ministre du 18 juin 2008 intervenue sur recours gracieux, portant refus de faire droit à sa demande d'autorisation pour l'exercice de l'activité d'une succursale de la société à responsabilité limitée ... s. à r.l. ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 4 décembre 2009 par Monsieur le délégué du gouvernement Daniel RUPPERT ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 31 décembre 2009 en nom et pour compte de l'appelant ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 29 janvier 2010 par Monsieur le délégué du gouvernement Daniel RUPPERT ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport à l'audience publique du 4 février 2010, ainsi que Maître Cathy ARENDT et Madame le délégué du gouvernement Claudine KONSBRÜCK en leurs plaidoiries respectives.

Titulaire d'une autorisation d'établissement n° 87710 délivrée le 1^{er} décembre 1998 par le ministre des Classes moyennes et du Tourisme pour l'activité d'« *agence immobilière* », Monsieur ... sollicite le 20 février 2008 une autorisation en vue de l'établissement et de l'exploitation d'une succursale à ... de la société immobilière ... s.à r.l., ci-après « ... ».

Par lettre du 14 mars 2008, le ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, ci-après « *le ministre* », informa ... que la demande en question avait été transmise au Parquet économique et financier pour avis concernant la responsabilité de Monsieur ... dans la faillite de la société ... s.à r.l., ci-après « ... ».

Le 5 juin 2008, la commission prévue à l'article 2 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, ci-après dénommée « *la loi d'établissement* », rendit un avis unanimement défavorable en raison du fait que l'honorabilité professionnelle de Monsieur ... était compromise.

Par décision du 18 juin 2008, le ministre, en se ralliant au susdit avis consultatif, refusa de faire droit à la demande d'autorisation de Monsieur ... aux motifs suivants :

« Par la présente, j'ai l'honneur de me référer à votre demande sous rubrique, qui a fait entre-temps l'objet de l'instruction administrative prévue à l'article 2 de la loi d'établissement du 28 décembre 1988, modifiée le 4 novembre 1997 et le 9 juillet 2004.

Le résultat m'amène à vous informer que selon l'avis de la commission y prévue Monsieur ... ne présente plus la garantie nécessaire d'honorabilité professionnelle. Le rapport du Parquet et le rapport du curateur font, en effet, état de dettes considérables accumulées auprès des créanciers publics. Il appert que Monsieur ..., dans sa qualité de gérant technique de la société ... , a manqué d'honorer ses obligations fiscales, en ne payant pas ses dettes d'impôts et ce depuis la constitution de la société jusqu'au jour de la faillite. Il a ainsi accumulé des dettes d'un montant de EURO auprès de l'Administration des Contributions. Cette façon de procéder met en cause l'honorabilité de Monsieur

Comme je me rallie aux conclusions de cet organe de consultation, je suis au regret de ne pouvoir faire droit à votre requête dans l'état actuel du dossier en me basant sur les articles 2 et 3 de la loi susmentionnée (...) ».

Par courrier de son mandataire du 15 septembre 2008, Monsieur ... introduisit un recours gracieux contre la prédite décision ministérielle de refus.

Par décision du 30 septembre 2008, le ministre confirma sa décision initiale du 18 juin 2008 dans les termes suivants :

« J'accuse bonne réception de votre recours gracieux du 15 septembre 2008.

Au vu des nouveaux éléments que vous avez apportés au dossier, j'estime qu'il est utile de récapituler brièvement les principaux éléments de fait du dossier :

La société ... SARL a été constituée le 27 juin 1991. Elle s'est établie à

Monsieur ..., demeurant à la même adresse, a été gérant unique, actionnaire majoritaire détenant 60 % des parts de la société et personne qualifiée au sens de la loi modifiée du 28 décembre 1988 sur le droit d'établissement.

La société a disposé d'une autorisation d'établissement pour l'exercice de l'activité d'agent immobilier.

Au courant de l'année 1998, l'(ex-) épouse de Monsieur ... a dénoncé la société ... auprès de l'Administration des Contributions.

Le 26 août 1998, Monsieur ... a constitué la société ... SARL qui s'est établie à

Fin de l'année 1998, l'Administration des Contributions a procédé à une vérification des livres comptables auprès de la société ... SARL.

Suite à ce contrôle, l'Administration des Contributions a procédé à un redressement fiscal.

Le 20 février 2001, Monsieur ... a démissionné de son poste de gérant, a dénoncé le siège social de la société et a demandé l'annulation de l'autorisation d'établissement de la société ... SARL.

Par jugement du 13 janvier 2006, la société a été déclarée en état de faillite.

Au jour de la déclaration de faillite le passif de la société ... SARL s'est chiffré à ... €. Ce montant correspond à la dette que la société avait à l'encontre de l'Administration de l'Enregistrement.

Au vu de ces éléments de fait, la décision initiale du 18 juin dernier était tout à fait légitime.

L'unique raison de la faillite réside dans la dette très importante que la société avait à l'encontre de l'Administration des Contributions.

Durant la période de 1991 à 2001, l'autorisation d'établissement de la société ... reposait sur Monsieur ... et il était actionnaire majoritaire et gérant unique de la société ... SARL, de sorte qu'on peut considérer que la cause de la faillite trouve son origine dans les actes personnels de Monsieur

Après vérification de vos pièces, il est vrai que l'affirmation que la société n'aurait pas payée ses impôts du jour de sa constitution jusqu'au jour de sa faillite n'est effectivement pas correcte. Il semble en effet que la société ait déposé ses déclarations d'impôts et payé ses avances plus ou moins correctement.

Néanmoins, il convient de préciser que suite à la dénonciation de son ex-épouse, l'Administration des Contributions a procédé, sur base d'un contrôle fiscal qui a révélé que ces déclarations étaient lacunaires, à un redressement fiscal.

Suite à ce redressement, la société avait une dette de ... €, à l'encontre l'Administration des Contributions.

D'après l'article 2 de la loi, modifiée du 28 décembre 1988 sur le droit d'établissement « au cas où l'intéressé a violé ses obligations professionnelles légales,

notamment au regard du droit d'établissement ou s'est soustrait aux charges sociales et fiscales que lui impose sa profession, l'autorisation peut être refusée ou révoquée ».

La jurisprudence estime au même sujet que « L'honorabilité professionnelle d'un dirigeant de société est entamée si la faillite de sa société a été retenue essentiellement en raison d'une créance du chef de TVA non payée (...) – TA 2-6-03 (15809).

Au vu de ce qui précède, l'existence d'une dette d'impôt de ... € constitue une raison suffisante pour dénier l'honorabilité professionnelle requise à Monsieur

Le fait que la dette d'impôt soit le résultat d'un redressement fiscal ne légitime nullement la situation. Au contraire, il démontre clairement que Monsieur ... a tenté de se soustraire à sa charge d'impôt normale. L'argument que les lacunes des diverses déclarations d'impôts ne seraient pas volontaires mais résulteraient d'une simple erreur ou ignorance, sont à rejeter alors que Monsieur ... a été conseillé par un expert-comptable et les lacunes ou omissions n'ont été découvertes que suite à une dénonciation de l'ex-épouse de Monsieur

Un autre élément aggravant réside dans la façon peu exemplaire dont Monsieur ... a fait face à la situation de dettes précitée.

L'activité de la société ... a simplement été abandonnée, faute de liquidités.

Monsieur ... a démissionné de son poste de gérant, a demandé l'annulation de son autorisation et a dénoncé le siège social de la société ..., pour continuer ensuite les mêmes activités dans le cadre de la société ... SARL, établie dans les mêmes locaux que la société ... SARL, tout en laissant derrière lui la coquille vide et endettée de cette dernière.

Au lieu de faire l'aveu de la cessation de paiements, conclusion qu'il aurait dû tirer à la constatation du défaut de liquidités, Monsieur ... a préféré laisser végéter la société ... SARL avec ses dettes.

Comme toute société dont l'activité est régie par la loi modifiée du 28 décembre 1988 sur le droit d'établissement, la société ... SARL devait disposer d'une installation matérielle. Celle-ci était sise à ... et suivant le rapport de l'Administration des Contributions et les pièces comptables que vous avez fournis, comprenait, entre autres, des installations de bureau, un équipement HIFI, et une ou plusieurs voitures. Sauf erreur de ma part, ces objets n'ont été, ni vendus, ni saisis et comme la société n'a pas été liquidée en bonne et due forme, ils devraient encore exister. Dans son rapport, le curateur ne fait cependant pas état d'un quelconque actif.

Sachant que la maison sise à ... est le domicile privé de Monsieur ..., l'ancien siège de ... SARL et le nouveau siège de la société ... SARL était initialement la propriété de Monsieur ..., sachant pour le surplus que cette maison appartenait initialement à Monsieur ... qui l'a par la suite apporté à la société ... SARL, il est tout à fait légitime que le Parquet pense que les actifs de la société ... SARL ont été transférés vers la nouvelle société de Monsieur Jusqu'au présent jour, Monsieur ... n'a pas rapporté la preuve que ces reproches étaient erronés.

Comme élément aggravant, il convient finalement encore de mentionner que d'après les informations de l'Administration des Contributions Monsieur ... a pour le surplus des dettes d'impôts en nom personnel qui se chiffrent à... €.

Au vu des développements qui précèdent, Monsieur ... a d'abord tenté de se soustraire à ses charges fiscales. Lorsqu'il a néanmoins dû faire face à ses obligations fiscales, il a laissé s'accumuler les dettes d'impôts tout en manquant de faire en temps utile l'aveu de cessation de paiements de la société ... SARL. Une telle façon d'agir constitue une violation grave de ses obligations professionnelles.

D'après la jurisprudence des juridictions administratives, « le fait de ne pas avoir respecté ses obligations professionnelles par le non-paiement des charges sociales et fiscales obligatoires et le fait de maintenir le crédit de la société en accumulant les dettes auprès des organismes publics et auprès des fournisseurs et instituts de crédit, ainsi que d'avoir fait l'aveu de la cessation des paiements que tardivement, de manière à compromettre l'existence même des co-contractants, ne concorde pas avec les agissements honnêtes de la profession – TA 18-12-02 (15111).

Les manquements de Monsieur ... sont donc multiples. Chacun de ces agissements est par ailleurs d'une gravité suffisante pour refuser à Monsieur ... l'honorabilité professionnelle telle qu'elle est déterminée par la loi modifiée du 28 décembre 1988 sur le droit d'établissement ainsi que par la jurisprudence y afférente.

Vous comprendrez donc que je me vois obligé de maintenir ma décision initiale du 18 juin 2008 (...) ».

Saisi par une requête déposée le 30 décembre 2008 pour compte de Monsieur ... à l'encontre de la décision confirmative du ministre du 30 septembre 2008, le tribunal administratif, par jugement du 30 septembre 2009, rejeta pour manquer de fondement le recours en annulation dirigé contre la susdite décision ministérielle.

En relation avec le moyen d'incompétence soulevé par Monsieur ..., tiré de la considération qu'il aurait démissionné le 23 juillet 2008 du poste de gérant de ... et que le 1^{er} septembre 2008 le ministre a délivré une autorisation d'établissement pour cette société à Madame ..., le tribunal retint que sur base de l'article 1^{er} de la loi d'établissement, le ministre était compétent en la matière, indépendamment du bien-fondé des décisions ministérielles, et rejeta en conséquence ledit moyen d'incompétence.

Concernant le moyen tiré d'un détournement respectivement d'un excès de pouvoir en raison du fait que Madame ... est titulaire de l'autorisation d'établissement de ... depuis le 1^{er} septembre 2008 et que le ministre n'aurait partant plus pu refuser l'autorisation d'établissement à Monsieur ... en raison d'un défaut d'honorabilité professionnelle, mais tout au plus en raison du fait que Madame ... en était déjà titulaire, les premiers juges constatèrent que Monsieur ... avait formé le 20 février 2008 une demande d'autorisation en vue de l'établissement et de l'exploitation d'une succursale de, que par courrier du 18 juin 2008, le ministre avait refusé de faire droit à ladite demande, date à laquelle Monsieur ... était toujours le gérant ainsi que l'associé majoritaire de, et que c'était partant à juste titre que le ministre, d'une part, avait procédé dans sa décision du 18 juin 2008, conformément à l'article 3 de la loi d'établissement, à la vérification des qualifications professionnelles et de l'honorabilité professionnelle du demandeur, et, d'autre part, avait confirmé en date du 30 septembre 2008 sa décision initiale du 18 juin 2008 au vu de la considération que la démission de Monsieur ... de son poste de gérant lui

était inopposable, d'autant plus que d'après les premiers juges, aucune disposition légale n'interdit à une société à responsabilité limitée d'avoir deux gérants et de disposer de deux, voire plusieurs, autorisations d'établissement.

Concernant l'honorabilité professionnelle de Monsieur ..., les premiers juges notèrent notamment que suite à un redressement fiscal, la dette fiscale de ..., dont Monsieur ... fut le gérant et l'associé majoritaire, s'était élevée à un montant de- € pour la période de 1991 à 1998, que dans son rapport le procureur d'Etat qualifiait la dette fiscale de cette société de « *très importante* », que l'administration des Contributions directes indiquait dans son rapport du 5 novembre 1998 des distributions cachées de bénéfice pour un montant total de 15.925.199.- LUF et précisait explicitement que ces distributions cachées de bénéfices avaient été effectuées au profit de Monsieur ..., pour retenir que le demandeur était à considérer comme s'étant soustrait aux obligations fiscales que lui impose sa profession conformément à l'article 2 de la loi d'établissement. Le tribunal constata encore que Monsieur ... avait omis de faire en temps utile l'aveu de la cessation de paiements, de sorte que ... avait dû être déclarée en état de faillite sur assignation et non point sur aveu, et que le premier rapport du curateur du 4 avril 2008 faisait état d'un défaut total de collaboration de la part de l'actuel appelant.

Partant, le tribunal arriva à la conclusion que le ministre avait valablement pu conclure que Monsieur ... ne remplissait pas les garanties d'honorabilité professionnelle, telles qu'exigées par les articles 2 et 3 de la loi d'établissement, et qu'il avait donc légalement pu refuser la délivrance d'une autorisation d'établissement à celui-ci.

Par requête d'appel déposée au greffe de la Cour administrative le 5 novembre 2009, Monsieur ... a régulièrement fait entreprendre le jugement du 30 septembre 2009.

A travers sa requête d'appel, ensemble son mémoire en réplique, l'appelant conclut à la réformation du jugement entrepris en ce sens qu'il entend voir annuler la décision ministérielle confirmative du 30 septembre 2008, ainsi que la décision initiale du 18 juin 2008, soutenant en premier lieu que le ministre aurait été incompétent pour prendre ladite décision confirmative. Dans ce contexte, il relève qu'il aurait démissionné du poste de gérant de ... par courrier recommandé du 23 juillet 2008, erronément daté au 22 septembre 2008, que Madame ... aurait été nommée gérante technique par assemblée générale du 28 juillet 2008 et que celle-ci se serait vu délivrer par le ministre en date du 1^{er} septembre 2008 une autorisation d'établissement pour compte de, remplaçant l'autorisation du 10 décembre 1998 attachée à sa personne. Partant, sa demande d'autorisation d'établissement pour une succursale aurait été sans objet depuis le 1^{er} septembre 2008 et les faits à la base de ladite demande n'auraient plus existé au moment de la décision ministérielle confirmative du 30 septembre 2008.

Monsieur ... soutient encore que la connaissance par le ministre qu'il n'aurait plus été gérant de ... ressortirait encore du fait que le formulaire de demande d'autorisation du 8 août 2008 pour compte de Madame ... comporte la mention « *changement de gérant* », de sorte que le ministre aurait délivré l'autorisation d'établissement à celle-ci en parfaite connaissance de l'acte de démission et qu'au moment de prendre sa décision confirmative

le 30 septembre 2008, le ministre n'aurait partant plus été compétent pour prendre une décision concernant l'honorabilité professionnelle du gérant démissionnaire, décision qui équivaldrait à un retrait d'autorisation d'établissement par rapport à une autorisation n'existant plus. Partant, le jugement entrepris devrait encourir la réformation sur ce point.

Il est constant en cause que Monsieur ... a introduit en date du 20 février 2008 une demande d'autorisation d'établissement pour une succursale à ... sous la dénomination Immobilière ... s.à r.l..

Il convient encore de relever, à l'instar des premiers juges, que Monsieur ... était à la date de la première décision ministérielle du 18 juin 2008 l'unique gérant et l'associé majoritaire de, de sorte que le ministre a procédé à bon droit à cette date à la vérification des qualifications professionnelles et de l'honorabilité professionnelle de l'appelant, conformément à l'article 3 de la loi d'établissement.

S'il est exact que dans son recours gracieux du 15 septembre 2008, Monsieur ... se qualifie d'« *ancien gérant* » de, force est cependant de constater que celui-ci présente une argumentation détaillée en relation avec son honorabilité professionnelle et n'argumente nullement que le ministre ne serait plus compétent pour se prononcer sur son honorabilité professionnelle. Bien au contraire, le mandataire de l'appelant, à la fin dudit recours gracieux, soutient que l'« *honorabilité professionnelle* [de Monsieur ...] *ne saurait partant pas être remise en cause* » et sollicite de la part du ministre de « *revenir sur votre décision et votre appréciation erronée quant à Monsieur ...* ».

Partant, Monsieur ... ne saurait à l'heure actuelle se plaindre, abstraction faite de l'examen du bien-fondé des deux décisions ministérielles, que le ministre, suite à son recours gracieux, se soit livré à un examen relatif à son honorabilité professionnelle, étant donné qu'il a lui-même sollicité pareil examen. Dans ce contexte, c'est encore à bon escient que le tribunal a retenu qu'aucune disposition légale n'interdit à une société à responsabilité limitée d'avoir deux gérants, ce d'autant plus que Madame ... avait obtenu une autorisation d'établissement au 1^{er} septembre 2008 pour à ..., en remplacement de l'autorisation de Monsieur ... du 1^{er} décembre 1998, et que celui-ci avait sollicité une autorisation d'établissement pour une succursale à

Au vu de ce qui précède, et indépendamment de toute considération quant à l'opposabilité effective au ministre de la démission de Monsieur ..., c'est à tort que l'appelant soutient que sa demande d'autorisation du 20 février 2008 était devenue sans objet à partir du 1^{er} septembre 2008 et que le ministre aurait été incompétent pour se prononcer sur sa demande, respectivement aurait commis un détournement ou excès de pouvoir au moment de statuer sur le bien-fondé du recours gracieux introduit le 15 septembre 2008, de sorte que le jugement entrepris n'encourt pas la réformation de ce chef.

L'appelant reproche ensuite aux premiers juges de ne pas l'avoir suivi dans sa demande tendant à voir annuler la décision litigieuse du chef d'une erreur manifeste d'appréciation des faits par l'autorité ministérielle.

Il soutient en premier lieu que le tribunal aurait retenu à tort qu'il aurait violé les obligations fiscales lui imposées par sa profession. Dans ce contexte, il soutient que la faillite de ... ne lui serait nullement imputable et qu'il aurait toujours respecté ses obligations fiscales en déposant ses déclarations en temps utile et en s'acquittant du paiement des avances d'impôt sollicitées. D'après l'appelant, la faillite de ... serait uniquement imputable à un excès de zèle de l'administration fiscale au niveau du recouvrement de l'impôt dû en lui refusant tout délai de paiement.

En deuxième lieu, Monsieur ... conteste toute violation de ses obligations professionnelles. S'il ne conteste pas ne pas avoir fait l'aveu de la faillite de ..., cette omission serait à imputer à un état de dépression trouvant sa base dans le refus systématique de l'administration fiscale de trouver un arrangement. Pour le surplus, les premiers juges auraient encore conclu à tort à un manque de collaboration dans son chef avec le curateur de la faillite de En effet, il ressortirait du deuxième rapport du curateur qu'il aurait collaboré avec celui-ci et l'unique fait de ne pas avoir immédiatement répondu à la convocation du curateur n'impliquerait pas une absence de collaboration respectivement un manquement aux obligations professionnelles justifiant à lui seul un défaut d'honorabilité professionnelle dans son chef.

Finalement, l'appelant précise encore que la finalité de la procédure d'autorisation préalable, ainsi que la possibilité de refuser ou de révoquer une autorisation d'établissement pour défaut d'honorabilité professionnelle, serait d'assurer la sécurité de la profession concernée et d'éviter l'échec de futures activités, tout en assurant la protection du futur client ou cocontractant. Or, dans ce contexte, l'appelant rappelle que existerait et fonctionnerait depuis 10 ans et que ces 10 années de gestion prouveraient le respect des règles professionnelles dans son chef. Comme aurait fait ses preuves, le refus d'accorder l'autorisation d'établissement pour la succursale ne pourrait être motivé par une quelconque volonté d'éviter l'échec de futures activités respectivement par le souci de garantir la sécurité de la profession, de sorte que la finalité de la procédure de refus de l'autorisation d'établissement ne serait manifestement pas respectée par le ministre. Pour le surplus, l'appelant insiste encore une fois sur la considération qu'il ne serait pas responsable de la faillite de ... et le seul fait de ne pas avoir réservé de suites à la première convocation du curateur ne pourrait valablement être reconnu comme mettant en cause son honorabilité professionnelle.

Aux termes de l'alinéa 1^{er} de l'article 3 de la loi d'établissement « *l'autorisation ne peut être accordée à une personne physique que si celle-ci présente les garanties nécessaires d'honorabilité et de qualification professionnelles* », l'honorabilité s'appréciant, en vertu de l'alinéa 2 du même article 3 « *sur base des antécédents judiciaires du postulant et de tous les éléments fournis par l'enquête administrative* ».

Au vu des pièces du dossier, c'est cependant à bon escient que les premiers juges ont retenu l'existence d'actes personnels portant atteinte à l'honorabilité professionnelle de Monsieur ..., au-delà de l'implication de l'intéressé dans une faillite, fait qui à lui seul

n'entraîne pas nécessairement et péremptoirement un défaut d'honorabilité professionnelle dans le chef de la personne concernée.

En effet, Monsieur ... est responsable en sa qualité d'ancien gérant et associé majoritaire de ... d'un découvert de- € à titre de dette fiscale, dette qualifiée de très importante dans le rapport du procureur d'Etat dressé à la suite de la faillite de Pour le surplus, l'administration des Contributions directes, dans un rapport du 5 novembre 1998, indique des distributions cachées de bénéfice pour un montant total de ... LUF au profit de Monsieur ... et celui-ci ne conteste pas non plus être redevable envers l'administration des Contributions de dettes d'impôt en nom personnel se chiffrant à ... €.

Partant, c'est à bon droit que le tribunal a retenu que Monsieur ... tombe sous le champ d'application de l'article 2, alinéa 5 de la loi d'établissement aux termes duquel « *au cas où l'intéressé a violé ses obligations professionnelles légales, notamment au regard du droit d'établissement ou s'est soustrait aux charges sociales ou fiscales que lui impose sa profession, l'autorisation peut être refusée ou révoquée* ».

Au-delà de ce constat, suffisant à lui seul pour justifier le refus ministériel, force est encore à la Cour de constater que Monsieur ... a abandonné l'activité de ... et a omis de faire en temps utile l'aveu de la cessation de paiement de cette société, violant de la sorte l'article 440 du Code de commerce qui impose à tout commerçant de faire l'aveu de la cessation de paiements dans le mois. Dans ce contexte, l'explication de Monsieur ..., à savoir qu'il aurait été dépressif à cette époque, n'est guère convaincante, étant donné que ... n'a été déclarée en état de faillite que le 13 janvier 2006 après avoir cessé toute activité au courant de l'année 1998. Dans ce contexte, il convient de relever qu'il se dégage du rapport du curateur que Monsieur ... a pris soin de dénoncer le siège social de ... en date du 30 novembre 2000, qu'il a démissionné de ses fonctions à la même date sans pour autant avoir eu le réflexe de faire l'aveu de la cessation de paiement et que suite au prononcé de la faillite, il a refusé de collaborer avec le curateur. Finalement, il ressort d'un courrier du 26 mai 2008 de la section économique et financière du Parquet de Luxembourg, que celui-ci envisage, au vu des faits relevés dans le cadre de la faillite de ..., de lancer des poursuites pénales à l'encontre de Monsieur

Il s'ensuit que c'est encore à bon droit que le tribunal a retenu une violation des obligations professionnelles incombant à Monsieur ... de nature à le discréditer sensiblement et à affecter profondément son honorabilité professionnelle.

Partant, c'est à bon droit que le ministre a pu conclure que Monsieur ... ne remplissait plus les garanties d'honorabilité professionnelle, telles qu'exigées par les articles 2 et 3 de la loi d'établissement, et qu'il a partant pu refuser la délivrance de l'autorisation d'établissement sollicitée, de sorte que l'appel laisse d'être fondé et que l'appelant doit en être débouté.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties ;
reçoit l'appel du 5 novembre 2009 en la forme ;
le dit cependant non fondé et en déboute ;
partant **confirme** le jugement entrepris du 30 septembre 2009 ;
condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par :

Henri CAMPILL, premier conseiller,
Serge SCHROEDER, conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le premier conseiller en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence de la greffière de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s. CAMPILL

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 29 mai 2016
Le greffier de la Cour administrative